

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Val-des-Lacs \_\_\_\_\_

Code géographique : 78100 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain Michaudville, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Val-des-Lacs pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

(Nom de l'organisme)

Date 2015-04-01 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-LACS et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

**Fondement de l'opinion avec réserve**

La Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2014 et 2013 à l'état consolidé de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés.

Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par l'Assemblée Nationale du Québec.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La comptabilisation par la Municipalité de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers consolidés de la Municipalité :

	Augmentation / (Diminution) 2014	/(Diminution) 2013
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	246 796 \$	273 660 \$
Excédent accumulé		
- Excédent non affecté	24 260 \$	- \$
- Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	5 000 \$	17 000 \$
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	217 536 \$	256 660 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(39 124)\$	(37 779)\$
Remboursement de capital	(39 124)\$	(37 779)\$
Affectations - Activités d'investissement	(24 260)\$	(17 000)\$
Affectations - Dépenses à constatées à taxer ou à pourvoir	- \$	17 000 \$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	24 260 \$	- \$
<u>État de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales</u>		
Transferts	24 260 \$	17 000 \$
Affectations - Activités de fonctionnement	(24 260)\$	(17 000)\$
Excédent d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	- \$	- \$

### Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-LACS au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-LACS inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Comptables professionnels agréés

Lise Guay, CPA auditrice, CA  
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2015-04-01



**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	1 847 181	2 077 517	2 103 617			2 103 617
Compensations tenant lieu de taxes	2	43 209	43 209	43 209			43 209
Quotes-parts	3					91 683	
Transferts	4	323 841	198 416	214 750		930	215 680
Services rendus	5	37 017	21 925	21 761		8 987	30 748
Imposition de droits	6	87 571	68 840	60 521			60 521
Amendes et pénalités	7	27 715	23 750	30 582			30 582
Intérêts	8	34 723	30 000	34 638		249	34 887
Autres revenus	9	4 386	60 224	10 076		350	10 426
	10	2 405 643	2 523 881	2 519 154		102 199	2 529 670
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	196 012	140 937	77 416			77 416
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	4 713	55 416				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	200 725	196 353	77 416			77 416
	18	2 606 368	2 720 234	2 596 570		102 199	2 607 086
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	632 440	641 341	545 354	43 276	11 291	599 921
Sécurité publique	20	339 188	331 026	328 995	45 034		374 029
Transport	21	514 791	528 168	519 974	120 805		640 779
Hygiène du milieu	22	220 227	224 059	201 006	9 789	74 611	193 723
Santé et bien-être	23	16 526	2 900				
Aménagement, urbanisme et développement	24	153 362	138 947	112 837	398		113 235
Loisirs et culture	25	155 700	152 668	149 824	26 277		176 101
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	55 081	56 995	69 121		5 591	74 712
Amortissement des immobilisations	28	231 102	244 108	245 579	( 245 579 )		
	29	2 318 417	2 320 212	2 172 690		91 493	2 172 500
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	287 951	400 022	423 880		10 706	434 586

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	287 951		400 022	423 880	10 706	434 586
Moins: revenus d'investissement	2	( 200 725 )	(	196 353 )	( 77 416 )	(	77 416 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	87 226		203 669	346 464	10 706	357 170
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	231 102		244 108	245 579	13 136	258 715
Produit de cession	5			40 000	14 099		14 099
(Gain) perte sur cession	6	90 989		(40 000)	17 346	(65)	17 281
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	322 091		244 108	277 024	13 071	290 095
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	( 222 474 )	(	229 961 )	( 224 872 )	( 20 279 )	( 245 151 )
	18	(222 474)		(229 961)	(224 872)	(20 279)	(245 151)
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 253 116 )	(	146 686 )	( 115 975 )	(	115 975 )
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(20 852)		(61 130)	(61 130)		(61 130)
Excédent de fonctionnement affecté	21	13 600			20 215		20 215
Réserves financières et fonds réservés	22	5 852		(10 000)	(299)		(299)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	9 000			(12 000)		(12 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(245 516)		(217 816)	(169 189)		(169 189)
	26	(145 899)		(203 669)	(117 037)	(7 208)	(124 245)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	(58 673)			229 427	3 498	232 925

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	200 725	196 353	77 416			77 416
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Acquisition							
Administration générale	2 (	12 268 )	( 15 900 )	( 14 314 )	( )	( )	( 14 314 )
Sécurité publique	3 (	17 277 )	( 17 650 )	( 16 240 )	( )	( )	( 16 240 )
Transport	4 (	581 683 )	( 192 469 )	( 208 361 )	( )	( )	( 208 361 )
Hygiène du milieu	5 (	8 377 )	( )	( )	( )	( )	( )
Santé et bien-être	6 (	)	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( 1 750 )	( 1 700 )	( )	( )	( 1 700 )
Loisirs et culture	8 (	180 438 )	( 165 270 )	( 100 243 )	( )	( )	( 100 243 )
Réseau d'électricité	9 (	)	( )	( )	( )	( )	( )
	10 (	800 043 )	( 393 039 )	( 340 858 )	( )	( )	( 340 858 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Acquisition	11 (	775 )	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Émission ou acquisition	12 (	)	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	325 000		200 110			200 110
<b>Affectations</b>							
Activités de fonctionnement	14	253 116	146 686	115 975			115 975
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15						
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	253 116	146 686	115 975			115 975
	19	(222 702)	(246 353)	(24 773)			(24 773)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(21 977)	(50 000)	52 643			52 643

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	287 951	400 022	423 880	10 706	434 586		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	800 043 ) (	393 039 ) (	340 858 ) (	) (	340 858 )		
Produit de cession	3		40 000	14 099		14 099		
Amortissement	4	231 102	244 108	245 579	13 136	258 715		
(Gain) perte sur cession	5	90 989	(40 000)	17 346	(65)	17 281		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(477 952)	(148 931)	(63 834)	13 071	(50 763)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(775)						
Variation des stocks de fournitures	9	24 640		(31 196)	(458)	(31 654)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(8 552)		(5 253)	(4)	(5 257)		
	11	15 313		(36 449)	(462)	(36 911)		
	12	(174 688)	251 091	323 597	23 315	346 912		
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13							
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(174 688)	251 091	323 597	23 315	346 912		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(1 429 765)		(1 604 453)	(203 119)	(1 807 572)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				(2)	(2)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 429 765)		(1 604 453)	(203 121)	(1 807 574)		
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(1 604 453)		(1 280 856)	(179 806)	(1 460 662)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1			921	921
Placements temporaires	2			1 448	1 448
Débiteurs (note 5)	3	617 306	534 615	2 436	537 051
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	617 306	534 615	4 805	539 420
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10	42 783	70 568		70 568
Emprunts temporaires (note 10)	11	340 000	10 000		10 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	326 068	277 650	3 903	281 553
Revenus reportés (note 12)	13	36 377	5 483		5 483
Dette à long terme (note 13)	14	1 476 531	1 451 770	180 708	1 632 478
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 221 759	1 815 471	184 611	2 000 082
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(1 604 453)	(1 280 856)	(179 806)	(1 460 662)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	5 134 764	5 198 667	187 570	5 386 237
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	30 217	30 217		30 217
Stocks de fournitures	20	28 572	59 764	1 654	61 418
Autres actifs non financiers (note 17)	21	49 011	54 264	966	55 230
	22	5 242 564	5 342 912	190 190	5 533 102
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	(40 556)	250 001	3 454	253 455
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	29 194	39 944	65	40 009
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 17 000 )	( 5 000 )	( )	( 5 000 )
Financement des investissements en cours	26	(21 977)			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	3 688 450	3 777 111	6 865	3 783 976
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	3 638 111	4 062 056	10 384	4 072 440

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	287 951	423 880	10 706	434 586
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	231 102	245 579	13 136	258 715
Autres					
- Perte cession immo.	3	90 989	17 346	(65)	17 281
-	4				
	5	610 042	686 805	23 777	710 582
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	8 025	82 691	1 493	84 184
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	61 899	(48 418)	(1 478)	(49 896)
Revenus reportés	9	(27 298)	(30 894)		(30 894)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	(775)			
Stocks de fournitures	12	24 640	(31 195)	(459)	(31 654)
Autres actifs non financiers	13	(8 552)	(5 253)	(4)	(5 257)
	14	667 981	653 736	23 329	677 065
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15	( 800 043 )	( 340 858 )	( )	( 340 858 )
Produit de cession	16		14 099		14 099
	17	(800 043)	(326 759)		(326 759)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	( )	( )	( )	( )
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			(1 448)	(1 448)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(1 448)	(1 448)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	325 000	200 110		200 110
Remboursement de la dette à long terme	24	( 222 474 )	( 224 872 )	( 20 279 )	( 245 151 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(80 000)	(330 000)	(680)	(330 680)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres					
-	27				
-	28				
	29	22 526	(354 762)	(20 959)	(375 721)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(109 536)	(27 785)	922	(26 863)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	66 753	(42 783)	(1)	(42 784)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b> (note 23)	32	(42 783)	(70 568)	921	(69 647)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
<b>Rémunération</b>	1	707 017	781 416	758 004	27 516	785 520
<b>Charges sociales</b>	2	97 733	111 885	102 378	4 542	106 920
<b>Biens et services</b>	3	936 328	873 718	739 301	40 708	780 009
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	46 674	48 995	55 583	5 591	61 174
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	8 407	8 000	13 538		13 538
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	243 539	245 540	250 917		159 234
Autres	10					
Autres organismes	11	3 665	3 500	5 350		5 350
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	231 102	244 108	245 579	13 136	258 715
<b>Autres</b>						
- Créances douteuses	13	18 813	3 050			
- Autres	14	25 139		2 040		2 040
-	15					
	16	2 318 417	2 320 212	2 172 690	91 493	2 172 500

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	2 077 517	2 103 617	1 847 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	43 209	43 209	43 209
Quotes-parts	3			
Transferts	4	394 769	293 096	521 119
Services rendus	5	24 032	30 748	41 101
Imposition de droits	6	68 840	60 521	87 571
Amendes et pénalités	7	23 750	30 582	27 715
Intérêts	8	30 000	34 887	34 956
Autres revenus	9	60 224	10 426	9 113
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 722 341	2 607 086	2 611 965
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	701 468	599 921	677 377
Sécurité publique	13	368 874	374 029	375 046
Transport	14	646 669	640 779	627 547
Hygiène du milieu	15	192 152	193 723	224 503
Santé et bien-être	16	2 900		16 526
Aménagement, urbanisme et développement	17	139 875	113 235	153 696
Loisirs et culture	18	187 220	176 101	182 982
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	62 888	74 712	61 261
	21	2 302 046	2 172 500	2 318 938
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	420 295	434 586	293 027
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 637 852	3 344 825
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		2	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 637 854	3 344 825
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		4 072 440	3 637 852

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	420 295	434 586	293 027
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	393 039 ) (	340 858 ) (	800 043 )
Produit de cession	3		14 099	
Amortissement	4		258 715	244 239
(Gain) perte sur cession	5		17 281	90 989
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(393 039)	(50 763)	(464 815)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(775)
Variation des stocks de fournitures	9		(31 654)	23 448
Variation des autres actifs non financiers	10		(5 257)	(8 611)
	11		(36 911)	14 062
	12	27 256	346 912	(157 726)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	27 256	346 912	(157 726)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(1 807 572)	(1 649 846)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(2)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(1 807 574)	(1 649 846)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(1 460 662)	(1 807 572)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 921	
Placements temporaires	2 1 448	
Débiteurs (note 5)	3 537 051	621 235
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 539 420	621 235
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10 70 568	42 784
Emprunts temporaires (note 10)	11 10 000	340 680
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 281 553	331 449
Revenus reportés (note 12)	13 5 483	36 377
Dette à long terme (note 13)	14 1 632 478	1 677 517
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 2 000 082	2 428 807
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 (1 460 662)	(1 807 572)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 5 386 237	5 335 470
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 30 217	30 217
Stocks de fournitures	20 61 418	29 764
Autres actifs non financiers (note 17)	21 55 230	49 973
	22 5 533 102	5 445 424
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 4 072 440	3 637 852

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	434 586	293 027
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	258 715	244 239
Autres			
- Perte sur cession immo.	3	17 281	90 989
-	4		
	5	710 582	628 255
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	84 184	7 672
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(49 896)	63 142
Revenus reportés	9	(30 894)	(27 298)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(775)
Stocks de fournitures	12	(31 654)	23 448
Autres actifs non financiers	13	(5 257)	(8 611)
	14	677 065	685 833
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 340 858 )	( 800 043 )
Produit de cession	16	14 099	
	17	(326 759)	(800 043)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(            )	(            )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(1 448)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(1 448)	
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	200 110	325 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 245 151 )	( 242 120 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(330 680)	(79 320)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(375 721)	3 560
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(26 863)	(110 650)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	(42 784)	67 866
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	(69 647)	(42 784)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Val-des-Lacs est un organisme municipal créé et régie en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

*Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.*

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Municipalité dans les actifs et passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, de la « Régie intermunicipale des Trois-Lacs », partenariat auquel elle participe.

#### B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

#### C) Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective à compter de leur date de mise en service selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

**E) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Autres - Changement de norme comptable sur les paiements de transfert :
- pour le déséquilibre fiscal engendré lors du changement de norme comptable sur les paiements de transfert : au fur et à mesure de l'amortissement du déséquilibre fiscal.

### H) Instruments financiers

S.O.

### I) Autres éléments

#### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

#### Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

#### Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

### 3. Modification de méthodes comptables

S.O.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	352 450	277 009
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	99 619	240 169
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	13 919	32 819
Organismes municipaux	8	15 968	24 977
Autres			
- Droits de mutation	9	52 066	34 673
- Autres	10	3 029	11 588
	11	537 051	621 235
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	34 112	34 112
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ( _____ )	( _____ )
	27	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 8 112	7 604
Autres régimes (REER et autres)	31 376	562
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33 8 488	8 166

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>		
Au 31 décembre 2014, la Municipalité disposait d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel majoré de 1,5 %, dont 10 000 \$ étaient utilisés, portant le solde disponible à 990 000 \$ à cette date.		
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37 73 285	39 699
Salaires et avantages sociaux	38 71 034	95 995
Dépôts et retenues de garantie	39 2 995	45 525
Provision pour contestations d'évaluation	40 58 180	46 734
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouv. Qc et ses entreprises	42 14 674	14 868
- Organismes municipaux	43 6 908	3 163
- Frais courus	44 45 780	85 465
- Intérêts courus	45 8 503	
- Taxes de vente	46 194	
	47 281 553	331 449

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<hr/>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	5 483	8 669
Transferts	49		
Autres			
- Aide financ. perçue d'avance	50		27 708
-	51		
	52	5 483	36 377
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	2,86	2017	2020	53	1 425 896	1 355 186
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,65	4,80	2016	2017	59	157 271	256 117
Autres	0,00	6,99	2016	2017	60	49 311	66 214
					61	1 632 478	1 677 517
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	1 632 478	1 677 517

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>						<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2015	64	72	118 613	80	79 757	89	16 960	97	215 330
2016	65	73	122 221	81	59 223	90	16 249	98	197 693
2017	66	74	125 687	82	18 291	91	16 102	99	160 080
2018	67	75	420 368	83		92		100	420 368
2019	68	76	566 348	84		93		101	566 348
2020 et +	69	77	72 659	85		94		102	72 659
	70	78	1 425 896	86	157 271	95	49 311	103	1 632 478
Intérêts et frais accessoires				87	( )			104	( )
	71	79	1 425 896	88	157 271	96	49 311	105	1 632 478

**Note**

		2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(1 243 126)	(1 550 912)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(217 536)	(256 660)
Autres	108		
	109	(1 460 662)	(1 807 572)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 763 112	140	26 830	167	194		2 789 942
Autres	113	411 945	141		168	(30 880)	195	442 825
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 516 786	143	81 586	170		197	1 598 372
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 182 842	145	147 926	172	103 236	199	1 227 532
Ameublement et équipement de bureau	118	327 128	146	14 314	173		200	341 442
Machinerie, outillage et équipement divers	119	786 347	147	26 651	174		201	812 998
Terrains	120	108 464	148		175	(14 930)	202	123 394
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>7 096 624</u>	150	<u>297 307</u>	177	<u>57 426</u>	204	<u>7 336 505</u>
Immobilisations en cours	123	<u>145 666</u>	151	<u>43 551</u>	178	<u>45 810</u>	205	<u>143 407</u>
	124	<u>7 242 290</u>	152	<u>340 858</u>	179	<u>103 236</u>	206	<u>7 479 912</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	608 985	155	69 968	182	(106)	209	679 059
Autres	128	90 892	156	16 743	183		210	107 635
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	300 109	158	39 114	185		212	339 223
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	278 387	160	69 270	187	71 966	214	275 691
Ameublement et équipement de bureau	133	252 280	161	19 922	188		215	272 202
Machinerie, outillage et équipement divers	134	376 167	162	43 698	189		216	419 865
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>1 906 820</u>	164	<u>258 715</u>	191	<u>71 860</u>	218	<u>2 093 675</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>5 335 470</u>					219	<u>5 386 237</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	492 363	223		225		227	492 363
Amortissement cumulé	221	( 71 486 )	224	( 25 877 )	226	( )	228	( 97 363 )
Valeur comptable nette	222	<u>420 877</u>					229	<u>395 000</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	30 217	30 217
	233	30 217	30 217
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	30 217	30 217

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	46 808	42 751
Frais reportés			
- Frais d'esc. règl emprunt	237	8 422	7 222
-	238		
	239	55 230	49 973

**Note****18. Obligations contractuelles**

S.O.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

1) Une poursuite de 80 000 \$ a été intentée contre la Municipalité relativement à un dossier de contestation du droit à l'expropriation et en dommages et intérêts. La Municipalité croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Des négociations entre les parties ont actuellement lieu pour le règlement de cette poursuite. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser. Au 31 décembre 2013, une provision de 39 800 \$ avait été constituée par la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

2) Dans un autre dossier, la Commission municipale du Québec a rendu un jugement le 2 mars 2011 rejetant la demande de reconnaissance d'un organisme à but non lucratif, à titre d'organisme demandeur, d'être exempté du paiement des taxes foncières pour les immeubles situés sur le territoire de la municipalité et ce, à l'exception d'un seul des matricules visés par cette demande. Suite à cette décision, les procureurs de l'organisme sans but lucratif ont inscrit devant la Cour Supérieure du district de Terrebonne une requête introductive d'instance amendée en révision de décisions de la Commission municipale du Québec afin que la décision du 2 mars 2011 soit renversée.

L'audition de la cour a eu lieu le 16 avril 2012 devant un Juge, lequel, sans décider du bien-fondé d'une telle requête, a plutôt retourné le dossier devant un commissaire de la Commission municipale du Québec, pour qu'il se prononce sur deux autres points.

Le 14 décembre 2012, la Commission municipale du Québec a prononcé un jugement favorable à la Municipalité confirmant sa décision du 2 mars 2011. Le 14 février 2013, les procureurs de l'organisme à but non lucratif ont déposé une requête introductive l'instance amendée en révision de décisions de la Commission municipale du Québec, laquelle est présentée devant la Cour supérieure. En date du 8 mai 2013, la Municipalité s'est désistée des moyens d'irrecevabilité. Malgré ce fait, la Cour supérieure demeure saisie du dossier. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, qu'elle pourrait être appelée à verser.

**d) Autres**

En date du 15 octobre 2013 une demande d'accréditation syndicale a été déposée auprès de la Commission des relations de travail afin qu'un syndicat représente toutes et tous les salarié(e)s cols blancs au sens du code du travail. En date du 20 novembre 2013, la Commission a accrédité le « Syndicat des employées et employés de la Municipalité de Val-des-Lacs - CSN » pour représenter tous (toutes) les salarié(e)s cols blancs au sens du Code du travail. Suite au gel des salaires en 2013, une provision de 10 973 \$ a été constatée dans l'exercice 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présenté dans les informations sectorielles.

**22. Instruments financiers**

S.O.

	2014	2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240	921
Découvert bancaire	241	( 70 568 )
Placements temporaires	242	1 448
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- placement	247	( 1 448 )
-	248	( )
-	249	( )
-	250	( )
-	251	( )
-	252	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	253	(69 647)
		(42 784)

**Note**

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 253 455	(40 600)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 40 009	29 259
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 5 000 ) (	17 000 )
Financement des investissements en cours	4	(21 977)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 3 783 976	3 688 170
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 4 072 440	3 637 852

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Pour engagements	8 637	20 852
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 637	20 852
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29 802	696
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 7 839	7 646
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 30 731	65
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 39 372	8 407
	39 40 009	29 259

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	
Autres	45 ( ) ( )	
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )	
Autres		
- PAMRR	51 ( 5 000 ) ( 17 000 )	
-	52 ( ) ( )	
	53 ( 5 000 ) ( 17 000 )	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )	
Autre financement	55 ( ) ( )	
	56 ( 5 000 ) ( 17 000 )	
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57	192 723
Investissements à financer	58 ( ) ( )	214 700 )
	59	(21 977)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60	5 386 237
Propriétés destinées à la revente	61	30 217
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65	5 416 454
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66	1 632 478
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	1 677 517
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( ) ( )	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( ) ( )	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( ) ( )	
	71	1 632 478
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73	1 632 478
	74	3 783 976
		3 688 170

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 ( _____ )	( _____ )
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( _____ )	( _____ )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 ( _____ )	( _____ )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( _____ )	( _____ )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( _____ )	( _____ )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 ( _____ )	( _____ )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( _____ )	( _____ )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 ( _____ )	( _____ )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57	( _____ ) ( _____ )
Charge de l'exercice	58	( _____ ) ( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	( _____ ) ( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	( _____ ) ( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	( _____ ) ( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<u>                    </u>	<u>                    </u>	
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88                     1

**Description des régimes et autres renseignements**

La Municipalité offre un régime collectif d'épargne Desjardins. Il y a une participation libre des employés pour un maximum de 4 % de leur salaire et la Municipalité participe à part égale pour un maximum de 2 %.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 <u>          8 112</u>	<u>          7 604</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

L'employé cadre de la Régie a cotisé à un REER à un taux de 5 % de son salaire jusqu'en septembre 2014. La part de la Régie est équivalente à la part de l'employé.

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	376	562

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92  Oui  
 93  Non

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

**Description du régime**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95		
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	1 451 770
---------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	30 666
-------------------	---	--------

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	217 536
---	---	---------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 203 568
---	----	-----------

<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	180 707
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	1 384 275
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	85 967
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	1 470 242
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 470 242
---	----	-----------

---

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

---



---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 739 499	1 768 920	1 516 973
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	230 387	234 459	199 172
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	8 750		
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 978 636	2 003 379	1 716 145
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	98 881	99 852	131 036
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		386	386
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	98 881	100 238	131 036
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	98 881	100 238	131 036
	26	2 077 517	2 103 617	1 847 181

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	43 209	43 209	43 209
	31	43 209	43 209	43 209
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34			
	35			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	43 209	43 209	43 209
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	43 209	43 209	43 209

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	48 261	48 261	48 261
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	84 658	96 658	84 658
Enlèvement de la neige	58	24 722	24 931	24 722
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	4 377	4 962	4 377
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			250
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			15 436
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	800	3 800	10 897
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	162 818	178 612	188 601

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	140 937	22 000	196 012
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	55 416	55 416	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	140 937	77 416	196 012

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	35 598	36 138	37 068
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			111 333
	138	35 598	36 138	37 068
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	339 353	292 166	293 096
				521 119

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>				
<b>MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			2 000
	148			2 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		2 601	2 527
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160		6 386	1 557
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164	8 750		9 913
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	8 750	8 987	13 997
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	8 750	8 987	15 997

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	675	485	713
Sécurité publique	183	5 000	13 520	10 182
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	4 000	315	4 477
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		350	1 131
Loisirs et culture	193	3 500	7 091	8 601
Réseau d'électricité	194			
	195	13 175	21 761	25 104
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	21 925	21 761	41 101
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	3 840	3 231	3 905
Droits de mutation immobilière	198	65 000	57 097	82 570
Droits sur les carrières et sablières	199		193	1 096
Autres	200			
	201	68 840	60 521	87 571
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	23 750	30 582	27 715
<b>INTÉRÊTS</b>	203	30 000	34 638	34 956
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	40 000	(17 346)	(90 989)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	17 139	26 401	47 504
Autres contributions	210			
Autres	211	3 085	1 021	52 598
	212	60 224	10 076	9 113



**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014		Total	Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	77 275	67 134	513	67 647	67 647	84 480
Application de la loi	2	66 000	16 219		16 219	16 219	81 328
Gestion financière et administrative	3	432 068	390 306	42 763	433 069	444 360	412 063
Greffe	4						24 706
Évaluation	5	55 636	54 975		54 975	54 975	52 027
Gestion du personnel	6	10 362	16 720		16 720	16 720	3 960
Autres	7						18 813
	8	641 341	545 354	43 276	588 630	599 921	677 377
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	175 261	174 964		174 964	174 964	202 853
Sécurité incendie	10	149 365	144 459	44 634	189 093	189 093	165 085
Sécurité civile	11		614		614	614	
Autres	12	6 400	8 958	400	9 358	9 358	7 108
	13	331 026	328 995	45 034	374 029	374 029	375 046
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	246 238	249 334	57 344	306 678	306 678	291 936
Enlèvement de la neige	15	266 756	258 720	62 123	320 843	320 843	316 264
Éclairage des rues	16	6 500	5 702	1 338	7 040	7 040	7 180
Circulation et stationnement	17	2 500	135		135	135	6 203
Transport collectif							
Transport en commun	18	6 174	6 083		6 083	6 083	5 964
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	528 168	519 974	120 805	640 779	640 779	627 547

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	61 204	60 934	60 934	51 577	56 608
Élimination	28	34 896	41 773	41 773	41 773	38 772
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	44 267	44 081	44 081	36 366	39 800
Tri et conditionnement	30	1 892	759	1 404	1 404	1 303
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	34 006	35 446	1 398	36 844	33 415
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	23 260	884	7 484	8 368	29 668
Protection de l'environnement	38	24 534	17 129	262	17 391	24 937
Autres	39					
	40	224 059	201 006	9 789	210 795	193 723
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	2 900				16 526
	44	2 900				16 526
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	107 789	76 947	230	77 177	103 239
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	6 626	6 547	168	6 715	6 497
Tourisme	49	500	13 967		13 967	16 378
Autres	50	22 844	14 201		14 201	26 438
Autres	51	1 188	1 175		1 175	1 144
	52	138 947	112 837	398	113 235	153 696

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	57 579	64 740	9 207	73 947	70 106
Patinoires intérieures et extérieures	54	18 041	16 373	4 780	21 153	21 638
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	6 350	4 204	7 905	12 109	12 932
Parcs régionaux	57	4 490	3 096		3 096	4 667
Expositions et foires	58					
Autres	59	11 500	6 362		6 362	10 010
	60	97 960	94 775	21 892	116 667	119 353
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	24 456	23 669	2 720	26 389	46 612
Bibliothèques	62	30 252	31 380	1 665	33 045	17 017
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	54 708	55 049	4 385	59 434	63 629
	67	152 668	149 824	26 277	176 101	182 982
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	48 668	52 768		52 768	52 854
Autres frais	70	327	2 815		2 815	2 815
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	8 000	13 538		13 538	8 407
	73	56 995	69 121		69 121	61 261
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
74	244 108	245 579	( 245 579 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la MUNICIPALITÉ DE VAL-DES-LACS (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Comptables professionnels agréés

LISE GUAY, CPA auditrice, CA  
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2015-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 115 063</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	11 446
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>11 446</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u><u>2 103 617</u></u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes		1	2 103 617
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	11 446
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>2 115 063</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	386	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>386</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>2 114 677</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>202 297 400</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>203 106 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>202 702 100</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 114 677</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>202 702 100</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	1   ,   0   4   3   2   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	192 469	46 260	481 875
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 000		4 721
Autres infrastructures	11	1 750		6 930
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	8 250	5 465	18 298
Édifices communautaires et récréatifs	14	164 270	97 805	48 400
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		147 926	10 998
Ameublement et équipement de bureau	18	7 650	14 314	2 800
Machinerie, outillage et équipement divers	19	17 650	26 651	102 045
Terrains	20		2 437	123 976
Autres	21			
	22	393 039	340 858	800 043

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		46 260	493 526
Autres immobilisations	33		294 598	306 517
	34		340 858	800 043

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 355 186	214 700	143 990	1 425 896
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	256 117		98 846	157 271
Autres	6	66 214		16 903	49 311
	7	1 677 517	214 700	259 739	1 632 478
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10		30 666		30 666
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 420 857	184 034	220 615	1 384 276
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 420 857	214 700	220 615	1 414 942
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	256 660		39 124	217 536
Prêts	23				
Autres	24				
	25	256 660		39 124	217 536
	26	1 677 517	214 700	259 739	1 632 478
Dettes en cours de refinancement	27	(                    )		(                    )	
	28	1 677 517	214 700	259 739	1 632 478

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	55 636	54 975	51 963
Autres	3	8 925	8 819	10 452
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	2 905	2 870	3 594
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	6 174	6 083	5 964
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	162 546	168 927	60 407
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	6 626	6 547	6 497
Autres	21	1 188	1 175	1 144
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	1 540	1 521	1 510
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	245 540	250 917	141 531

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	4,60	40,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	5,30	40,00	***	***	***
Cols bleus	4	4,12	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	0,96	40,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	14,98		***	***	***
Élus	9	7,00		54 585	2 729	57 314
	10	21,98		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	214 750	77 416		292 166
	17	214 750	77 416		292 166

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	16 219	27		53	16 219	79		105	16 219	131
Évaluation	2	54 975	28		54	54 975	80		106	54 975	132
Autres	3	474 160	29	43 276	55	517 436	81	485	107	516 951	133
	4	545 354	30	43 276	56	588 630	82	485	108	588 145	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	174 964	31		57	174 964	83		109	174 964	135
Sécurité incendie	6	144 459	32	44 634	58	189 093	84	13 520	110	175 573	136
Sécurité civile	7	614	33		59	614	85		111	614	137
Autres	8	8 958	34	400	60	9 358	86		112	9 358	138
	9	328 995	35	45 034	61	374 029	87	13 520	113	360 509	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	249 334	36	57 344	62	306 678	88		114	306 678	140
Enlèvement de la neige	11	258 720	37	62 123	63	320 843	89		115	320 843	141
Autres	12	5 837	38	1 338	64	7 175	90		116	7 175	142
Transport collectif	13	6 083	39		65	6 083	91		117	6 083	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	519 974	41	120 805	67	640 779	93		119	640 779	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
<b>Eau et égout</b>											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
<b>Matières résiduelles</b>											
Déchets domestiques et assimilés	20	102 707	46		72	102 707	98	315	124	102 392	150
Matières recyclables	21	80 286	47	2 043	73	82 329	99		125	82 329	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	884	49	7 484	75	8 368	101		127	8 368	153
Protection de l'environnement	24	17 129	50	262	76	17 391	102		128	17 391	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	201 006	52	9 789	78	210 795	104	315	130	210 480	156



**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160		175		190		205		220		235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	76 947	176	230	191	77 177	206	350	221	76 827	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	34 715	178	168	193	34 883	208		223	34 883	238
Autres	164	1 175	179		194	1 175	209		224	1 175	239
	165	112 837	180	398	195	113 235	210	350	225	112 885	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	94 775	181	21 892	196	116 667	211	7 091	226	109 576	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	31 380	182	1 665	197	33 045	212		227	33 045	242
Autres	168	23 669	183	2 720	198	26 389	213		228	26 389	243
	169	149 824	184	26 277	199	176 101	214	7 091	229	169 010	244
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	1 857 990	186	245 579	201	2 103 569	216	21 761	231	2 081 808	246
											69 121

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	340 858	800 043
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	340 858	800 043

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Solde au début de l'exercice	1 (40 556)	18 117
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	
Solde redressé au début de l'exercice	3 (40 556)	18 117
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4 229 427	(58 673)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	5 61 130	20 852
Activités d'investissement	6	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(20 852)
Réserves financières et fonds réservés	8	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9	
Financement des investissements en cours	10	
	11 290 557	(58 673)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12 250 001	(40 556)
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Solde au début de l'exercice	13 20 852	13 600
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	
Solde redressé au début de l'exercice	15 20 852	13 600
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	16 (20 215)	(13 600)
Activités d'investissement	17	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	20 852
Financement des investissements en cours	19	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	
	21 (20 215)	7 252
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22 637	20 852
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Solde au début de l'exercice	23 8 342	14 194
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	
Solde redressé au début de l'exercice	25 8 342	14 194
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	26 299	(5 852)
Activités d'investissement	27	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	
Financement des investissements en cours	29 30 666	
	30 30 965	(5 852)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31 39 307	8 342

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 17 000 )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(8 000)
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 17 000 )	( 8 000 )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ( )	( )
Utilisation du fonds général	40 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( (12 000) )	( 9 000 )
	44 ( (12 000) )	( 9 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ( )	( )
Autre financement	46 ( )	( )
	47 ( (12 000) )	( 9 000 )
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51 ( 5 000 )	( 17 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	52 (21 977)	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54 (21 977)	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 52 643	(21 977)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (30 666)	
	59 21 977	(21 977)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(21 977)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	61 3 688 450	3 606 688
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	(294 439)
Solde redressé au début de l'exercice	63 3 688 450	3 312 249
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 88 661	376 201
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67 3 777 111	3 688 450

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	
Diminution		
	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	30 666 12	13	14	30 666
	15	16	17	18	30 666 19	20	21	30 666

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	0   ,   8   7   4   8   \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	5	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0   ,   1   1   5   2   \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	12	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	,           \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	19	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,           \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	26	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	,           \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ 1   0   2 ] , [ 0   0 ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 500	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 349, chemin Val-des-Lacs  
(no) (rue)  
Val-des-Lacs J0T 2P0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-5624  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-7065  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@municipalite.val-des-lacs.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Sylvain Michaudville

Téléphone (819) 326-5624  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-7065  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@municipalite.val-des-lacs.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 124, rue Saint-Vincent  
(no) (rue)  
Sainte-Agathe-des-Monts J8C 2B1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-8839  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lguay@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Lise Guay, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Sylvain Michaudville , atteste que le rapport financier consolidé de Val-des-Lacs pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-18 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Val-des-Lacs consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Val-des-Lacs détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 434 586 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,0432 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-03 11:04:01

Date de transmission au Ministère :